



Mediapart n'a pas participé à la rédaction de cette dépêche, qui fait partie du flux automatisé de l'Agence France-Presse (AFP).

L'AFP est une agence de presse mondiale d'origine française fournissant des informations rapides, vérifiées et complètes sur les événements qui font l'actualité nationale et internationale, utilisables directement par tous types de médias.

FIL D'ACTUALITÉS DÉPÊCHE

France : les soutiens d'un militant antifasciste albanais réclament sa libération

Agence France-Presse - 10 février 2025 à 15h50

Des soutiens du militant antifasciste albanais Rexhino Abazaj, alias « Gino », réclamé par la Hongrie, ont demandé lundi sa libération, en amont d'une audience mercredi après-midi à la chambre des extraditions de la cour d'appel de Paris.

Soupçonné d'avoir fait partie d'un groupe d'activistes ayant agressé des manifestants néonazis en marge d'un concert en février 2023 à Budapest, ce militant, contre lequel les autorités hongroises ont émis un mandat d'arrêt européen, a été arrêté en novembre dernier dans la capitale française par la Sous-direction antiterroriste (Sdat).

« Nous exigeons tout simplement la libération de Gino », a expliqué Quentin, un membre du comité français pour sa libération qui n'a pas donné son nom de famille, au cours d'une conférence de presse dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme (LDH).

« Si la France remet Gino à la Hongrie, il encourt jusqu'à 16 ans de prison », précise le comité dans

un communiqué.

« L'audience de mercredi présente un enjeu considérable car il s'agit d'un nouveau débat sur la remise de Rexhino aux autorités hongroises », a précisé Me Laurent Pasquet-Marinacce, l'un des deux conseils de Gino.

Pendant une audience en janvier, la chambre des extraditions avait ordonné un complément d'information afin que les autorités judiciaires hongroises apportent des garanties sur le risque de tortures et de traitements dégradants que pourrait courir ce militant, sur ses conditions de détention en Hongrie, sur la protection de son intégrité physique et sur sa garantie au droit à un procès équitable.

S'il était libéré par la France, ses avocats craignent une possible expulsion vers l'Albanie, dont Rexhino Abazaj est originaire.

« S'il est remis en liberté, Gino pourrait faire l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) car il n'avait pas de papiers en règle lors de son arrestation et être renvoyé en Albanie, qui pourrait potentiellement l'extrader vers la Hongrie », explique Me Youri Krassoulia, l'autre avocat de Gino.

« La France ne doit pas se plier aux demandes des autorités hongroises mais elle ne doit pas non plus échapper à ses responsabilités de protection des personnes qui voient leurs droits fondamentaux menacés », conclut le comité de soutien dans son communiqué.

Agence France-Presse